

... Recours devant la cour d'appel de Paris

Recours devant la cour d'appel de Paris

Décisions 2005 ayant fait l'objet d'un recours devant la cour d'appel de Paris (mise à jour le 25 avril 2006)

	Décisions (au fond)	Arrêts cour d'appel
05-D-05 du 18 février 2005	relative à une saisine de la SARL Les Oliviers	Arrêt du 15/11/05 Confirmation
05-D-13 du 18 mars 2005	relative aux pratiques mises en œuvre par le groupe Canal Plus dans le secteur de la télévision à péage	Arrêt du 15/11/05 Confirmation
05-D-17 du 27 avril 2005	relative à la situation de la concurrence dans le secteur des marchés de travaux de voirie en Côte-d'Or	Arrêt du 13/12/05 Réformation partielle (réduction des sanctions pour deux entreprises : Appia Revillon et Roger Martin)
05-D-19 du 12 mai 2005	relative à des pratiques mises en œuvre dans le cadre des marchés de construction des ouvrages d'art pour la réalisation de l'autoroute A84, dite « autoroute des Estuaires », dans le département de la Manche	Arrêt du 07/03/2006 Confirmation pour l'essentiel (mise hors de cause d'une entreprise : maintien de la sanction pour les vingt autres)
05-D-20 du 13 mai 2005	relative à une saisine de la société Casino du Lac de la Magdeleine	Arrêt du 13/12/05 Confirmation
05-D-26 du 9 juin 2005	relative aux marchés publics réalisés dans le département de la Meuse	Arrêt du 25/04/06 Confirmation pour l'essentiel (mise hors de cause de la société Eurovia)
05-D-30 du 21 juin 2005	relative à une saisine de la société Chepar	Affaire pendante
05-D-32 du 22 juin 2005	relative à des pratiques mises en œuvre par la société Royal Canin et son réseau de distribution	Arrêt du 04/04/06 Réformation partielle (mise hors de cause des sociétés Georges Delbard et Truffaut ; rédaction de la sanction prononcée à l'encontre de Royal Canin de 2,5 M€ à 2,3 M€)
05-D-36 du 30 juin 2005	relative au respect, par les sociétés du groupe Decaux, des injonctions prononcées par la décision 98-D-52 du 7 juillet 1998	Arrêt du 21/02/06 Réformation partielle (mise hors de cause des sociétés SEMUP, SOMUPI, SOFACT, JC Decaux SA ; réduction de la sanction de JC Decaux Mobilier Urbain de 2,75 M€ à 2 M€)
05-D-37 du 5 juillet 2005	relative à l'exécution de la décision 03-D-03 du 16 janvier 2003 concernant des pratiques mises en œuvre par le barreau des avocats de Marseille en matière d'assurance	Arrêt 24/01/06 Confirmation

05-D-38 du 5 juillet 2005	relative à des pratiques mises en œuvre sur le marché du transport public urbain de voyageurs	Arrêt du 07/02/06 Confirmation
05-D-42 du 19 juillet 2005	relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur des services télématiques relatifs aux résultats ou aux corrigés d'examens	Arrêt du 21/03/06 Confirmation
05-D-43 du 20 juillet 2005	relative à des pratiques mises en œuvre par le Conseil départemental de l'Ordre national des chirurgiens-dentistes du Puy-de-Dôme et le Conseil national de l'Ordre national des chirurgiens-dentistes	Arrêt du 07/03/06 Confirmation pour l'essentiel (réduction de la sanction infligée au Conseil départemental de l'Ordre des chirurgiens-dentistes du Puy-de-Dôme de 1 000 € à 1 €)
05-D-50 du 21 septembre 2005	relative à la plainte de la société SCOB à l'encontre de pratiques mises en œuvre par la société Brasseries Kronenbourg dans le secteur de la distribution de la bière	Arrêt du 25/04/06 Irrecevabilité
05-D-51 du 21 septembre 2005	relative à des pratiques mises en œuvre dans le cadre d'un marché de travaux pour la construction d'un hémicycle et de bureaux pour le Parlement européen de Strasbourg (lot plâtrerie, isolation, cloisons)	Affaire pendante
05-D-58 du 3 novembre 2005	relative à des pratiques relevées dans le secteur de l'eau potable en Ile-de-France	Affaire pendante
05-D-59 du 7 novembre 2005	relative à des pratiques mises en œuvre par la société France Télécom dans le secteur de l'internet haut débit	Affaire pendante
05-D-60 du 8 novembre 2005	relative à des pratiques mises en œuvre par la congrégation cistercienne de l'Immaculée Conception, la société Planaria, l'Etat et la commune de Cannes	Affaire pendante
05-D-64 du 25 novembre 2005	relative à des pratiques mises en œuvre sur le marché des palaces parisiens	Affaire pendante
05-D-65 du 30 novembre 2005	relative à des pratiques constatées dans le secteur de la téléphonie mobile	Affaire pendante
05-D-66 du 5 décembre 2005	relative à la saisine de la SARL AVANTAGE à l'encontre de pratiques mises en œuvre dans le secteur des produits d'électronique grand public	Affaire pendante
05-D-67 du 6 décembre 2005	relative aux pratiques mises en œuvre sur le marché de la signalisation routière horizontale dans les régions de Picardie et du Nord-Pas de Calais	Affaire pendante
05-D-68 du 12 décembre 2005	relative à des pratiques du Centre national d'enseignement à distance	Affaire pendante
05-D-69 du 15 décembre 2005	relative à des pratiques anticoncurrentielles relevées dans le secteur des travaux routiers en Seine-Maritime	Affaire pendante
05-D-70 du 19 décembre 2005	relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur des vidéocassettes préenregistrées	Affaire pendante
05-D-71 du 19 décembre 2005	relative à une saisine de la société Toffolutti	Affaire pendante
05-D-72 du 20 décembre 2005	relative à des pratiques mises en œuvre par divers laboratoires dans le secteur des exportations parallèles de médicaments	Affaire pendante
05-D-75 du 22 décembre 2005	relative à des pratiques mises en œuvre par la Monnaie de Paris	Affaire pendante

Décisions 2004 ayant fait l'objet d'un recours devant la cour d'appel de Paris

	Décisions (au fond)	Arrêts cour d'appel
04-D-02 du 10 février 2004	relative à une demande de mesures conservatoires présentée par la société Germain Environnement à l'encontre de l'Office national des forêts	27/07/2004 Rejet
04-D-04 du 20 février 2004	relative au secteur des travaux d'électrification rurale réalisés dans le département de la Charente-Maritime	21/09/2004 Rejet
04-D-07 du 11 mars 2004	relative à des pratiques relevées dans le secteur de la boulangerie dans le département de la Marne	26/10/2004 Réformation partielle (fond confirmé / annulation de l'injonction de publication)
04-D-08 du 30 mars 2004	relative au marché de travaux d'assainissement de la commune de Pontacq	09/11/2004 Réformation partielle
04-D-12 du 7 avril 2004	relative à une saisine de la société Go Sport concernant des pratiques mises en œuvre dans le secteur de la distribution d'articles de sport et de loisirs	29/06/2004 Désistement
04-D-13 du 8 avril 2004	relative à des pratiques mises en œuvre par la Société des caves et des producteurs réunis de Roquefort dans le secteur des fromages à pâte persillée	09/11/2004 Rejet
04-D-18 du 13 mai 2004	concernant l'exécution de la décision n° 00-MC-01 du 18 février 2000 relative à une demande de mesures conservatoires présentée par la société 9 Télécom Réseau	11/01/2005 Réformation partielle (fond confirmé / doublement de la sanction pécuniaire)
04-D-26 du 30 juin 2004	relative à la saisine de la SARL Reims Bio à l'encontre de pratiques mises en œuvre par le groupement d'intérêt public Champagne-Ardennes	25/01/2005 Rejet
04-D-32 du 8 juillet 2004	relative à la saisine de la société More group France contre les pratiques du groupe Decaux	22/02/2005 Rejet
04-D-37 du 27 juillet 2004	relative à des pratiques mises en œuvre sur le marché des pompes funèbres dans le Val-de-Marne	13/09/05 Rejet
04-D-39 du 3 août 2004	relative à des pratiques mises en œuvre dans les secteurs de l'abattage et de la commercialisation d'animaux de boucherie	22/02/2005 Réformation partielle (fond confirmé / modification de l'injonction de publication)
04-D-40 du 3 août 2004	relative à une demande de mesures conservatoires présentée par la société 20 Minutes France	21/09/2004 Rejet
04-D-44 du 15 septembre 2004	relative à une saisine présentée par le Ciné-Théâtre du Lamentin dans le secteur de la distribution et de l'exploitation de films	29/03/2005 Réformation
04-D-45 du 16 septembre 2004	relative à la demande de mesures conservatoires présentée par la société Export Press à l'encontre du groupe des Nouvelles Messageries de Presse Parisienne	12/04/2005 Rejet

04-D-48 du 14 octobre 2004	relative à des pratiques mises en œuvre par France Télécom, SFR Cegetel et Bouygues Télécom	12/04/2005 Annulation
04-D-60 du 29 novembre 2004	relative à la saisine de la société G3S à l'encontre de pratiques mises en œuvre sur le marché de la reprographie médicale par la société AGFA-GEVAERT	17/05/05 Rejet
04-D-70 du 16 décembre 2004	relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur des pompes funèbres de la région de Saint-Germain-en-Laye	13/09/05 Rejet
04-D-73 du 21 décembre 2004	relative à la situation de la concurrence dans le secteur de la fourniture d'accès à internet	13/09/05 Désistement
04-D-76 du 22 décembre 2004	relative à une saisine de la société Digitechnic	24/05/05 Annulation / Renvoi
04-D-78 du 22 décembre 2004	relative à des pratiques mises en œuvre dans le département de la Moselle par six entreprises d'imprimerie à l'occasion de l'impression des bulletins de vote pour les élections présidentielles des 21 avril et 5 mai 2002	24/05/05 Rejet
04-D-79 du 23 décembre 2004	relative à des pratiques mises en œuvre par la Régie départementale des passages d'eau de la Vendée (RDPEV)	28/06/05 Rejet
Décisions (sur des demandes de mesures conservatoires)		Arrêts cour d'appel
04-MC-01 du 15 avril 2004	relative à la saisine et à la demande de mesures conservatoires présentées par les sociétés Free, Iliad, LDCOM et 9 Télécom	29/06/2004 Réformation
04-MC-02 du 9 décembre 2004	relative à une demande de mesures conservatoires présentée par la société Bouygues Télécom Caraïbe à l'encontre de pratiques mises en œuvre par les sociétés Orange Caraïbe et France Télécom	28/01/2005 Réformation partielle (analyse confirmée / modification du délai d'exécution de certaines injonctions)

Décisions 2003 ayant fait l'objet d'un recours devant la cour d'appel de Paris

	Décisions (au fond)	Arrêts cour d'appel
03-D-07 du 4 février 2003	relative à des pratiques relevées lors de la passation de marchés d'achat de panneaux de signalisation routière verticale par des collectivités locales	18/11/2003 Rejet
03-D-12 du 3 mars 2003	concernant le secteur des escaliers préfabriqués en béton	25/11/2003 Réformation partielle
03-D-17 du 31 mars 2003	relative à des pratiques sur le marché de la distribution des carburants sur autoroutes	09/12/2003 Annulation
03-D-25 du 28 mai 2003	relative à une saisine de la société Holopanoramme	25/11/2003 Rejet
03-D-27 du 4 juin 2003	relative à des pratiques de la maison de justice et du droit du quartier Saint-Christophe de Cergy-Pontoise (Val d'Oise)	24/02/2004 Rejet
03-D-35 du 24 juillet 2003	relative à des pratiques mises en œuvre par les laboratoires Sandoz, devenus en 1997 Novartis Pharma SA, sur le marché de certaines spécialités pharmaceutiques destinées aux hôpitaux	30/03/2004 Rejet
03-D-42 du 18 août 2003	relative à des pratiques mises en œuvre par Suzuki et autres sur le marché de la distribution des motocycles	04/05/2004 Rejet
03-D-43 du 12 septembre 2003	relative au respect des injonctions prononcées à l'encontre de la société France Télécom par la cour d'appel de Paris dans son arrêt du 29 juin 1999	06/04/2004 Rejet
03-D-45 du 25 septembre 2003	relative aux pratiques mises en œuvre dans le secteur des calculatrices à usage scolaire	21/09/2004 Rejet
03-D-46 du 30 septembre 2003	relative à des pratiques concernant un marché public de transport occasionnel d'élèves dans le département des Alpes-Maritimes	30/03/2004 Rejet
03-D-52 du 18 novembre 2003	relative à des pratiques mises en œuvre par le Conseil départemental de l'ordre des chirurgiens-dentistes de la Haute-Savoie et la Confédération nationale des syndicats dentaires à l'encontre de M. X..., prothésiste dentaire	22/06/2004 Rejet
03-D-60 du 17 décembre 2003	relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur de l'horlogerie de luxe	29/06/2004 Rejet
03-D-66 du 23 décembre 2003	relative aux pratiques mises en œuvre par la société Renault et le Groupement des concessionnaires Renault (GCR) dans le secteur de la distribution automobile	29/06/2004 Rejet
03-D-67 du 23 décembre 2003	relative aux pratiques mises en œuvre par Peugeot et le Groupement des concessionnaires automobiles Peugeot (GCAP) dans le secteur de la distribution automobile	21/09/2004 Rejet
03-D-68 du 23 décembre 2003	relative aux pratiques mises en œuvre par le Centre national des professions de l'automobile (CNPA) dans le secteur de la distribution automobile	29/06/2004 Rejet

Décisions (sur des demandes de mesures conservatoires)		Arrêts cour d'appel
03-MC-01 du 23 janvier 2003	relative à la saisine et à la demande de mesures conservatoires présentées par la société TPS	29/04/03 Homologation de l'accord signé par les parties le 17/04/2003
03-MC-02 du 5 mars 2003	relative à la saisine et à la demande de mesures conservatoires présentées par la société Cegetel	29/04/03 Réformation partielle (analyse confirmée / modification des modalités de l'injonction)
03-MC-03 du 1 ^{er} décembre 2003	relative à une demande de mesures conservatoires présentée par la société Towercast à l'encontre de pratiques mises en œuvre par la société TéléDiffusion de France (TDF)	08/01/04 Rejet
03-MC-04 du 22 décembre 2003	relative à une demande de mesures conservatoires présentée par la société les Messageries Lyonnaises de presse	12/02/2004 Rejet

Décisions 2002 ayant fait l'objet d'un recours devant la cour d'appel de Paris

	Décisions (au fond)	Arrêts cour d'appel
02-D-03 du 29 janvier 2002	relative à une saisine et à une demande de mesures conservatoires présentées par la Sarl Technic Publicité	24/09/2002 Réformation (renvoi devant le Conseil)
02-D-09 du 20 février 2002	relative à une saisine du Syndicat français de l'express international (SFEI) et autres	11/03/2003 Irrecevabilité
02-D-14 du 28 février 2002	relative à la situation de la concurrence dans le secteur d'activité des géomètres-experts et des géomètres-topographes	24/06/2003 Réformation partielle
02-D-16 du 5 mars 2002	relative à la situation de la concurrence dans le secteur du transport aérien de passagers par hélicoptères sur l'hélistation de Cannes Palm Beach	19/11/2002 Rejet
02-D-17 du 12 mars 2002	relative à des pratiques relevées lors de la passation de marchés concernant la rénovation du centre hospitalier de Narbonne	16/10/2002 Rejet
02-D-33 du 10 juin 2002	relative à des pratiques dans le secteur du traitement des coupons de réduction	04/02/2003 Rejet
02-D-35 du 13 juin 2002	relative à une saisine et à une demande de mesures conservatoires présentées par la société Spinevision	04/02/2003 Rejet
02-D-36 du 14 juin	relative à des pratiques relevées dans le secteur de la distribution des lunettes d'optique sur le marché de l'agglomération lyonnaise	18/03/2003 Réformation
02-D-37 du 14 juin 2002	relative à des pratiques concernant le secteur des tuyauteries de gaz	04/02/2003 Rejet
02-D-40 du 14 juin 2002	relative à une saisine et à une demande de mesures conservatoires présentées par la société Olitec	14/01/2003 Désistement
02-D-42 du 28 juin 2002	relative à des pratiques relevées dans le secteur de la distribution des appareils électroménagers et d'électronique grand public	04/07/2003 Annulation partielle
02-D-43 du 2 juillet 2002	relative à des pratiques relevées lors de marchés de travaux sur réseaux de distribution d'eau passés par le Syndicat intercommunal d'alimentation en eau de la région de Dunkerque (SLAERD)	18/02/2003 Annulation
02-D-44 du 14 juin 2002	relative à la situation de la concurrence dans les secteurs de l'eau potable et de l'assainissement, notamment en ce qui concerne la mise en commun des moyens pour répondre à des appels à concurrence	18/02/2003 Rejet
02-D-47 du 25 juillet 2002	relative à une saisine de la société Vérimedia	29/04/2003 Irrecevabilité
02-D-57 du 19 septembre 2002	relative aux pratiques dans le secteur des roulements à billes et assimilés	17/06/2003 Réformation
02-D-59 du 25 septembre 2002	relative aux pratiques mises en œuvre dans le secteur des transports routiers de voyageurs dans le département de l'Ain	02/07/2003 Rejet

02-D-60 du 27 septembre 2002	relative à des pratiques mises en œuvre par la Chambre syndicale des entreprises de déménagement et l'Association française de déménageurs internationaux	27/05/2003 Réformation
02-D-61 du 27 septembre 2002	relative à une saisine de la Société moderne d'assainissement et de nettoyage (SMA) dirigée contre des pratiques relevées lors de l'attribution du marché d'exploitation de la décharge de Bagnols-en-Forêt	24/06/2003 Irrecevabilité
02-D-62 du 27 septembre 2002	relative aux pratiques relevées dans le secteur du déménagement des personnels de la marine nationale en Bretagne	17/06/2003 Réformation partielle 09/09/2003 Arrêt rectificatif
02-D-68 du 14 novembre 2002	relative à des pratiques mises en œuvre sur le secteur des tuyaux de gaz flexibles	01/07/2003 Désistement
02-D-76 du 19 décembre 2002	relative à une saisine de la société CGU Courtage concernant un marché public de l'OPAC de Villeurbanne	02/07/2003 Rejet
Décisions (sur des demandes de mesures conservatoires)		Arrêts cour d'appel
02-MC-01 du 24 janvier 2002	relative à une demande de mesures conservatoires présentée par la société Canal Europe Audiovisuel	14/03/2002 Rejet
02-MC-03 du 27 février 2002	relative à la saisine et à la demande de mesures conservatoires présentée par la société T-Online France	09/04/2002 Rejet
02-MC-04 du 11 avril 2002	relative à une demande de mesures conservatoires présentée par la société Antalis	21/05/2002 Réformation partielle (analyse confirmée / modification de la formulation de l'injonction)
02-MC-06 du 30 avril 2002	relative à la saisine et à la demande de mesures conservatoires présentées par la société RMC Info	04/06/2002 Rejet
02-MC-07 du 15 mai 2002	relative à une saisine présentée par la société Pharma-Lab	26/06/2002 Rejet
02-MC-09 du 12 juin 2002	relative aux demandes de mesures conservatoires présentées par la société Pharmajet	16/07/2002 Désistement + Rejet

Décisions 2001 ayant fait l'objet d'un recours devant la cour d'appel de Paris

	Décisions (au fond)	Arrêts cour d'appel
01-D-02 du 6 mars 2001	relative à des pratiques mises en œuvre sur le marché des enrobés bitumineux de la communauté urbaine de Bordeaux	13/11/2001 Annulation
01-D-03 du 14 mars 2001	relative à une saisine de Monsieur et Madame Mahé	26/06/2001 Irrecevabilité
01-D-07 du 11 avril 2001	relative à des pratiques mises en œuvre sur le marché de la répartition pharmaceutique	22/01/2002 Rejet
01-D-12 du 12 avril 2001	relative à une saisine de la société Chépar	26/02/2002 Rejet
01-D-13 du 19 avril 2001	relative à la situation de la concurrence dans le secteur du transport public de voyageurs dans le département du Pas de Calais	18/12/2001 Irrecevabilité Rejet
01-D-14 du 4 mai 2001	relative à des pratiques relevées lors de marchés de fabrication et de mise en œuvre d'enrobés bitumeux sur les routes départementales de l'Isère	29/01/2002 Réformation partielle
01-D-16 du 24 avril 2001	relative à des pratiques relevées à l'occasion de la construction du tramway de Grenoble	29/01/2002 Rejet
01-D-17 du 25 avril 2001	relative à des pratiques anticoncurrentielles dans les marchés d'électrification de la région du Havre	20/11/2001 Réformation partielle
01-D-31 du 5 juin 2001	relative à des pratiques relevées lors de la passation des marchés d'électrification rurale et d'éclairage public de Vendée	12/02/2002 Annulation
01-D-36 du 28 juin 2001	relative à des pratiques relevées dans le secteur du béton prêt à l'emploi et des produits en béton en Côte-d'Or	09/04/2002 Réformation
01-D-45 du 19 juillet 2001	relative à une saisine présentée par la société Casino France	05/02/2002 Désistement
01-D-49 du 31 août 2001	relative à une saisine et demande de mesures conservatoires présentées par la société Concurrence concernant la société Sony	09/04/2002 Rejet
01-D-58 du 24 septembre 2001	relative à des pratiques mises en œuvre par le groupe Benetton sur le marché de la distribution du vêtement du prêt-à-porter et de la maille	07/05/2002 Rejet
01-D-59 du 25 septembre 2001	relative à des pratiques relevées lors de marchés de travaux routiers dans le département du Gard	12/03/2002 Désistement
01-D-63 du 9 octobre 2001	relative à la situation de la concurrence dans le secteur du déménagement des personnels militaires de l'armée de terre affectés dans le département de la Guyane	09/04/2002 Annulation
01-D-66 du 10 octobre 2001	relative à des pratiques mises en œuvre par la société France Télécom à l'occasion d'une offre sur mesure conclue en 1998	30/04/2002 Rejet
01-D-67 du 19 octobre 2001	relative à des pratiques relevées à l'occasion de la passation de marchés publics de travaux routiers dans le département des Bouches-du-Rhône	30/04/2002 Rejet
01-D-81 du 19 décembre 2001	relative à une saisine du syndicat CFDT Radio Télé	04/06/2002 Rejet
	Décisions (sur des demandes de mesures conservatoires)	Arrêts cour d'appel
01-MC-06 du 19 décembre 2001	relative à une saisine et demande de mesures conservatoires présentées par les sociétés Télé 2 et Cegetel	26/03/2002 Désistement

